

16 janvier 2026

(26-0375)

Page: 1/2

Original: anglais

**UNION EUROPÉENNE – CERTAINES MESURES VISANT L'HUILE DE
PALME ET LES BIOCARBURANTS DÉRIVÉS DU PALMIER À HUILE**

RAPPORT DE SITUATION PRÉSENTÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE

La communication ci-après, datée du 15 janvier 2026 et adressée par la délégation de l'Union européenne à la Présidente de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

L'Union européenne soumet le présent rapport conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord").

Le 24 février 2025, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a adopté ses recommandations et décisions dans le différend *Union européenne – Certaines mesures visant l'huile de palme et les biocarburants dérivés du palmier à huile* (WT/DS593). À la réunion de l'ORD du 24 mars 2025, l'Union européenne a informé l'ORD qu'elle avait l'intention de mettre en œuvre ces recommandations et décisions d'une manière qui respecte ses obligations dans le cadre de l'OMC mais qu'elle avait besoin d'un délai raisonnable pour le faire. Le 7 juillet 2025, l'Indonésie et l'Union européenne ont informé la Présidente de l'ORD que le délai raisonnable imparti à l'Union européenne pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD viendrait à expiration le 24 février 2026.

S'agissant des recommandations et décisions de l'ORD relatives à l'examen en temps utile des données utilisées pour déterminer quels biocarburants étaient à risque élevé de changements indirects dans l'affectation des sols ("CIAS"), l'Union européenne a examiné le Règlement délégué (*Règlement délégué (UE) 2019/807 de la Commission du 13 mars 2019 complétant la Directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne, d'une part, la détermination des matières premières présentant un risque élevé d'induire des changements indirects dans l'affectation des sols dont la zone de production gagne nettement sur les terres présentant un important stock de carbone et, d'autre part, la certification des biocarburants, bioliquides et combustibles issus de la biomasse présentant un faible risque d'induire des changements indirects dans l'affectation des sols*, J.O. 2019 L 133, page 1, ci-après dénommé l'"Acte délégué"). L'adoption d'un rapport sur l'expansion, à l'échelle mondiale, de la production des cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale concernées conformément à l'article 7 de l'Acte délégué, ainsi que la publication des modifications prévues de l'Acte délégué, est imminente et l'Union européenne espère être en mesure de donner plus de détails à l'Organe de règlement des différends à la réunion du 27 janvier 2026.

S'agissant des recommandations et décisions de l'ORD relatives à la conception et à la mise en œuvre des critères et de la procédure de certification relatifs au faible risque de CIAS, l'Union européenne a adopté le 14 juin 2022 le *Règlement d'exécution (UE) n° 2022/996 de la Commission du 14 juin 2022 concernant les règles relatives à la vérification du respect des critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des critères relatifs au faible risque d'induire des changements indirects dans l'affectation des sols* (J.O. L 168 du 27 juin 2022, page 1).

S'agissant de la recommandation et des décisions de l'ORD relatives à la mesure TIRIB (*taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburant*) de la France, les dispositions suivantes ont été prises pour traiter les questions pertinentes dans le cadre d'une réforme législative plus vaste. Le *Projet de loi de finances pour 2026* prévoit la fin de l'exclusion de l'huile de palme de la minoration de la taxe sur les carburants aux fins de la TIRUERT (*taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports*; article 16). La possibilité que les biocarburants issus d'huile de palme soient certifiés comme étant à faible risque de changement indirect d'affectation des sols est prévue dans le *Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche* (ECOM2524721L), qui devrait remplacer la TIRUERT. Ce projet de loi a été adopté par le Conseil des ministres le 10 novembre 2025 et sera bientôt soumis au vote du Parlement en vue de son entrée en vigueur.
